

ÉLECTION EUROPÉENNE DU 26 MAI 2019

QU'EST CE
QU'ON ATTEND
POUR TOUT
CHANGER

[#toutcommenceavecvous](#)

pourleclimat.eu



2019 - 2024 : COMMENT TOUT A CHANGÉ

RETOUR SUR LES CINQ ANS QUI ONT SAUVÉ LE CLIMAT

Nous sommes en 2024. Cinq ans plus tôt, on pensait que la planète allait mourir, que le climat était fichu. Pourtant, en écho aux mouvements citoyens qui voulaient sauver le climat, un sursaut a eu lieu. Tout n'est pas gagné mais tout est redevenu possible. Que s'est-il passé ? Cinq ans après les élections de 2019 et à l'aube des prochaines, retour en douze étapes sur le quinquennat européen qui a sauvé le climat.

Mai 2019 Il y avait eu quelques signes avant-coureurs, des succès en Belgique, en Allemagne, ou encore au Luxembourg. Le scrutin du 26 mai fait la bascule. Les partis écologistes réalisent des scores importants et établissent un rapport de force qui leur permet enfin de peser. La majorité du Parlement européen apporte espoir et nouveauté. Avec 72,1% de participation à l'élection, les Européen.ne.s ne se sont jamais autant mobilisé.e.s pour élire leurs représentant.e.s. Sans doute parce que, les années précédentes, les inquiétudes écologiques, sociales et démocratiques avaient déjà secoué le vieux continent. **En France, les écologistes ont fait campagne pour un traité environnemental européen, qui fait de l'écologie la norme juridique supérieure et tourne le dos à la logique productiviste des anciens traités.**

Juillet 2019 Le Parlement européen affiche un visage inédit, rajeuni et féminisé. Le discours inaugural accueille Greta Thunberg, jeune activiste climatique suédoise. Elle a tout juste 16 ans. Alors que les mouvements de jeunesse pour le climat se sont multipliés les semaines précédentes, elle invite la nouvelle assemblée à mesurer sa responsabilité vis-à-vis des générations futures. **Loin de céder aux habituelles transactions qui voient la droite et la gauche procéder à des alliances confuses, les écologistes défendent l'idée d'une coalition pour le climat et présentent une feuille**

de route ambitieuse. Les écologistes sont désormais une force incontournable. Ils sortent l'Europe des rancœurs passésistes et des débats obsessionnels sur les restrictions budgétaires, les questions identitaires et la remise en cause de l'État de droit. Pour la première fois dans l'histoire de l'Union, les parlementaires élisent un duo mixte à la tête de la Commission européenne. Les deux institutions se mettent au travail.

Octobre 2019 Les premières mesures d'urgence sont votées. La Haute Autorité de la Transparence voit le jour. Elle garantit l'indépendance des institutions, des agents publics et des élu.e.s vis-à-vis des intérêts privés. On tourne la page de l'opacité des lobbies. **Les lanceurs et les lanceuses d'alerte bénéficient enfin d'une protection digne de ce nom.** Dans la foulée, deux autres changements majeurs entrent en vigueur : la transparence de l'utilisation des fonds de l'Union et la possibilité de poursuivre les gouvernements qui ne respectent pas l'État de droit. Concrètement, en cas de manquements, les pays voient une partie de leurs subventions européennes gelées, puis redirigées vers les structures qui œuvrent à préserver la démocratie sur leurs territoires.

Janvier 2020 Le Parlement et la Commission recueillent les résultats des débats organisés partout dans les territoires à la rentrée précédente pour alimenter leur travail. L'ouverture du droit de vote à partir de 16 ans ramène dans le jeu public la jeunesse européenne, galvanisée à l'idée de refonder l'Europe autour d'un projet commun. **La génération climat entre en scène.**

Avril 2020 Le changement s'accélère : le budget de l'Union passe de 1% à 5% du PIB européen grâce à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières. Priorité de l'Union : le bien-être social et environnemental, un

engagement pris devant les citoyennes et les citoyens pendant la campagne de 2019.

Octobre 2020 Le Plan d'investissement massif pour le climat, à visée écologique et sociale est prêt. Chaque année et pendant dix ans, 100 milliards d'euros seront investis pour l'emploi et la transition écologique. Un projet financé via la Banque Centrale Européenne grâce à l'arrêt du financement du système bancaire, à la Banque Européenne d'Investissement, à l'incitation aux investissements privés et aux ressources propres de l'Union en pleine forme grâce à la taxe sur les transactions financières. **Jamais un montant aussi élevé n'avait été mobilisé pour répondre à la fois à l'urgence environnementale et aux objectifs de service public et de lutte contre la précarité. La transition écologique européenne est sociale.** L'économie se transforme en profondeur notamment grâce aux grands plans de formation pour les travailleurs et travailleuses européen.ne.s. Les grands groupes se réorientent, leurs commandes aussi : les TPE et PME sont dans les starting-blocks pour répondre à ces nouvelles demandes. Pour qui a connu les années de chômage précédentes, c'est le monde à l'envers : les analystes prévoient la création de 6 millions d'emplois dans l'Union, les salaires augmentent et les mêmes éditorialistes qui se lamentaient sur l'absence de travail en viennent à redouter une pénurie de main d'œuvre.

Fin 2020 Sous l'impulsion des écologistes, le Parlement Européen propose enfin une refondation complète de la politique agricole commune à l'occasion du budget de la PAC pour la période 2020-2026 : la fameuse Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAAC). Ambition, montrer que la préservation de l'environnement crée des emplois. Le volet est triple : social (on apporte des réponses aux difficultés du monde agricole et on crée des

emplois), sanitaire (on protège la santé des producteurs.trices et des consommateurs.trices), et évidemment environnemental. Les subventions vont d'abord aux petites exploitations et à l'agriculture biologique pour assurer des revenus décents et des produits de qualité. L'agriculture européenne doit devenir 100% biologique et locale d'ici 2050.

Janvier 2021 Le Traité pour la refondation de l'Europe est adopté. C'était une promesse de campagne des écologistes pour permettre à l'Europe de devenir le continent moteur de la transition écologique. Les débats citoyens ont duré un an, pour enclencher un nouveau cycle historique. C'est un enjeu civilisationnel : les droits du vivant sont garantis. Les crimes contre la nature, les écocides, sont enfin reconnus. Le principe de sobriété d'exposition porté par le traité environnemental protège la santé des populations. L'argent n'est plus la mesure de toute chose : la marchandisation du monde se voit opposer un texte fondamental européen qui refuse que la logique du marché soit notre loi commune.

Mars 2021 Le Traité environnemental entre en vigueur au grand dam des industries chimiques et pétrolières dont le lobbying est impressionnant. La situation les rend nerveuses : elles ont déjà perdu leurs subventions dans le cadre du Plan d'investissement écologique. Les échanges sont vifs avec les associations de victimes du glyphosate ou de riverain.e.s des centrales à charbons. **Le vote entérine des critères de convergence écologique.** Ce sont eux qui, depuis, matérialisent les objectifs de préservation de la santé et de l'environnement pour les citoyen.ne.s européen.ne.s, tout en empêchant le dumping environnemental et sanitaire des grands groupes continentaux.

2022 Lors des élections en Hongrie, les partis europhobes et anti-démocratiques s'effondrent. La réussite des

politiques sociales et environnementales de l'Union européenne a mobilisé les électeurs et les électrices. Leur soutien au dynamisme démocratique et les garanties apportées aux droits de l'opposition ont permis le reste.

2023 L'Europe fait face à une vague de froid historique jusqu'au Sud de la Méditerranée et en Asie centrale. Quelques années plus tôt, on aurait redouté la pénurie d'énergie, la paralysie des transports et on se serait inquiété des familles en situation de précarité énergétique, surtout avec la suspension des exportations d'énergie de la Russie qui répondait d'abord à sa demande intérieure. Mais, au retour du printemps, on constate que l'économie européenne n'a pas été paralysée. Les transports ferroviaires locaux ont continué de circuler et, grâce aux programmes de rénovation thermique prévus par le Plan d'investissement écologique, la facture énergétique des ménages n'a pas flambé autant qu'on le craignait. Les systèmes énergétiques européens sont désormais interconnectés et reposent largement sur une production d'énergie locale et renouvelable. **On table sur une décarbonation complète d'ici 2050.**

2024 L'Union européenne affiche une situation sociale et économique stable. Les emplois qualifiés non-délocalisables créés par le Plan d'investissement écologique assurent la constance de la demande intérieure, et le Fond social pour la transition écologique, adossé au plan européen de lutte contre la pauvreté, a réduit les inégalités entre Européen.ne.s. Aux États-Unis, la démocrate Alexandria Ocasio-Cortez candidate à la Maison Blanche pour 2026 promet l'instauration urgente de mesures similaires en cas de victoire. **Depuis le sursaut planétaire né en 2019 de l'urgence climatique, l'Europe comme de nombreuses régions du monde travaillent de concert à un futur solidaire.**



**LE PLAN D'ACTION
DES ÉCOLOGISTES
POUR L'EUROPE**

SAUVER L'EUROPE POUR SAUVER LE CLIMAT

La planète brûle et l'Europe se meurt. Voilà pourquoi les élections européennes à venir ne seront pas des élections comme les autres. Nous avons le choix entre le sursaut ou la catastrophe, entre la solidarité ou la montée de la haine, entre l'invention d'une nouvelle manière de vivre ensemble ou la continuation des égoïsmes qui nous conduisent vers l'abîme, entre l'écologie ou la barbarie. L'histoire est en marche. Nous sommes convaincu.e.s qu'elle n'appartient pas à des élites dépassées, ridiculement conservatrices et dangereusement obsédées par le pouvoir de l'argent. Nous autres, écologistes, nous mettons au service des citoyennes et des citoyens qui n'attendent plus des discours mais des actes pour réorienter la marche du monde. Nous, écologistes, nous mettons au service des citoyennes et des citoyens qui n'espèrent plus d'une démocratie représentative moribonde mais souhaitent faire irruption dans le débat public et la prise de décision dans les choix qui les concernent. C'est un défi incroyable que nous avons à surmonter qui demande de la lucidité, de l'imagination et du courage. Le système, la politique, nos vies : tout doit changer.

Le chantier est immense.

Nous n'y arriverons qu'ensemble.

La question cardinale est celle de la dégradation du climat, puisqu'elle menace notre survie elle-même. Qu'attendent les dirigeants européens pour prendre à bras le corps le problème le plus urgent de notre temps ? En France la démission du Ministre de l'environnement Nicolas Hulot a résonné comme un coup de tonnerre et la leçon à en tirer est simple : Il n'est plus temps d'attendre ou de prendre des demi-

mesures. Pourtant, tout se passe comme si de rien n'était. Emmanuel Macron fait des grands discours teintés de vert mais la politique qu'il conduit ne suit pas. Rien de ce qu'il engage n'est à la hauteur de la crise écologique que nous vivons, alors même que la France pourrait être à la tête des nations qui font de l'écologie une priorité. Entre la voix des lobbies et le choix de l'écologie, il faut trancher. On ne peut pas en même temps détruire la planète et la sauver. Nous sommes donc vigilant.e.s, mobilisé.e.s et déterminé.e.s à tout faire pour qu'en France les choses changent. Les marches pour le climat et les mobilisations lycéennes à travers l'Europe et le monde montrent que la prise de conscience progresse. Une nouvelle génération réclame son droit à exister dans un monde viable. Comment ne pas entendre son appel ? La génération climat qui se met en mouvement est celle qui sauvegardera l'avenir. Notre combat est planétaire. Il ne connaît pas de frontières et nécessite d'agir à tous les échelons, de la plus petite commune jusqu'au niveau international. Chacun.e doit prendre sa part.

Il faut dire la vérité : ce sont aujourd'hui les gouvernants qui sont à côté de la plaque. Ils nous conduisent dans le mur et ne proposent que des solutions qui ont déjà montré leur incapacité à améliorer nos vies. Ils favorisent l'extrême concentration des richesses alors qu'il faudrait organiser un partage plus juste. Ils veulent pomper jusqu'à la dernière goutte de pétrole alors qu'il faudrait décarboner l'économie. Ils cèdent tout aux géants du numérique au lieu d'utiliser les formidables capacités des nouvelles technologies au profit des peuples. Ils tournent le dos aux migrant.e.s qu'ils laissent mourir à nos frontières alors qu'il faut construire un monde de coopération et une Europe

accueillante. Ils disent qu'ils sont raisonnables alors que la politique qu'ils conduisent est folle. Il est faux de dire qu'il n'y a qu'une seule politique possible, en Europe comme en France. Il est temps que le pouvoir change de mains. Il faut un nouveau rapport de force politique.

L'Europe est un espace majeur de la bataille pour la réinvention du monde. Certains, surfant sur la colère et le découragement, proposent de tourner le dos à l'Europe. C'est une faute. Comment gagner la bataille engagée en désertant le champ de bataille ? Seul.e.s derrière nos frontières, nous serions plus fort.e.s ? C'est une illusion et une illusion dangereuse. Nous mesurons le désamour qui touche les institutions européennes. Et nous sommes en colère contre l'état actuel et le fonctionnement de l'Union européenne. Mais l'idée d'Europe, nous la faisons toujours nôtre. Nous continuons à la défendre non pas parce qu'elle est parfaite telle qu'elle est mais par ce que nous ne confondons pas l'Europe avec ses dirigeants actuels. Nous ne céderons pas un pouce de terrain aux partisans du repli. Parce que, pour surmonter les épreuves que nous traversons, notre avenir est forcément Européen. De la Suède à la Grèce, de l'Irlande à Chypre, nous défendons une autre Europe.

Les pages qui suivent présentent les grandes lignes de notre plan d'action. Enrichissez-le, discutez-le, critiquez-le, pour que nos combats communs s'en trouvent renforcés.

ADOPTER UN TRAITÉ ENVIRONNEMENTAL ET PROMOUVOIR LE PROTECTIONNISME VERT POUR FAIRE DE L'ÉCOLOGIE LA PRIORITÉ DE L'EUROPE

1

Tout le monde parle d'écologie mais qui agit ? Qui considère que cette question est une priorité qui doit conditionner l'ensemble des politiques publiques ? Face à un capitalisme prédateur des ressources naturelles, il est temps de poser des limites et de renverser les priorités. Nous voulons donner aux questions environnementales une force normative qui détermine toute l'action politique et les choix de l'UE. **Voilà pourquoi nous défendons l'idée d'un traité environnemental européen, qui fait de l'écologie la norme juridique supérieure et tourne le dos à la logique productiviste des anciens traités.** Pour changer les règles du jeu face aux industries polluantes et leurs lobbies, la question environnementale doit être prioritaire.

CONTRE LES ÉCOCIDES, UNE JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Nous devons instituer une justice environnementale : un parquet européen autonome, capable de lutter contre les écocrimes et les écocides, et **la reconnaissance de droits à la nature : montagnes, fleuves, mers, océans, littoraux, plaines et forêts...** Pour mieux les protéger, les communs environnementaux prendront part au débat politique européen à travers une Chambre du vivant et du temps long.

RÉ-ENSAUVAGER L'EUROPE

Face à poursuite de l'accaparement et de la privatisation, à l'industrie extensive de l'agriculture, des déchets ou de l'énergie, à l'artificialisation des sols, **ré-ensauvageons l'Europe** et créons un vaste patrimoine écologique terrestre et marin, zones protégées inter-connectées et corridors écologiques pour permettre à la faune et à la flore de se déployer de nouveau sur le sol européen.

UNE EUROPE ZÉRO PRODUIT TOXIQUE

Nous devons garantir **une Europe de la sobriété, une Europe saine et sans produits toxiques** : pesticides, perturbateurs endocriniens, diesel, nucléaire, métaux lourds ou charbon... Vivons dans le respect du vivant, pour sauver la planète et protéger nos enfants, pour garantir le droit à la santé pour tou.te.s les Européen.ne.s.

DES CRITÈRES ÉCOLOGIQUES CONTRAIGNANTS

Nous devons **subordonner les critères économiques aux critères environnementaux** : dorénavant, ce seront les États qui ne diminuent pas leurs budgets carbone ni leur empreinte écologique qui pourront faire l'objet de poursuites par la Commission européenne. Pour y parvenir, nous devons sortir les dépenses d'investissement écologique de la règle de calcul des déficits. Nous remplacerons les indicateurs de richesse par des indicateurs du bien-vivre.

UN PROTECTIONNISME VERT CONTRE LA DESTRUCTION DE LA PLANÈTE

Ne cédon plus aux sirènes du libre-échange, qui permet de délocaliser emplois et pollutions d'un même mouvement. Nous devons mettre en place **un protectionnisme vert**, avec une taxe socio-environnementale aux frontières qui permettra de tenir compte du vrai coût des produits tout en progressant vers une TVA à 0% sur le territoire européen pour les biens de première nécessité. Les accords extérieurs répondront à ces critères. Des sanctions contraignantes empêcheront les entités qui en ont le pouvoir d'utiliser leurs moyens financiers pour se soustraire à cette transition.

UNE EUROPE ZÉRO CARBONE

Nous devons nous engager résolument dans **une économie zéro carbone** : l'Union européenne et ses États membres mettront fin à tous les soutiens, directs et indirects, publics et privés, vers les énergies fossiles. Nous supprimerons les accords de libre-échange qui ruinent les territoires, du CETA au MERCOSUR en passant par le JEFTA.

“ Ensemble, nous pouvons faire de l'Europe la patrie des droits du vivant. ”

2

CRÉER UNE BANQUE EUROPÉENNE DU CLIMAT ET DE LA BIODIVERSITÉ ET DÉVELOPPER UN PLAN D'INVESTISSEMENT MASSIF POUR SAUVER LE CLIMAT

Il n'est plus temps de parler mais d'agir. L'effondrement est en cours et les changements à opérer sont radicaux. L'Europe doit tout faire pour sauver le climat. Face à la baisse de compétitivité et au chômage galopant, nous choisissons d'investir dans l'environnement. Face au déficit de notre balance commerciale, nous choisissons de produire notre propre énergie pour regagner notre souveraineté sur des ressources inexistantes sur notre territoire et dont notre économie dépend en grande partie. Face à la disparition des services publics, nous choisissons de réinvestir nos territoires car relocaliser les emplois, préserver les services publics et développer un grand plan de mobilité durable sont trois facettes d'une même vision. **Le plan d'investissement massif pour le climat que nous proposons est un bouclier tant écologique que social.**

0% CARBONE, 100% RENOUEVABLES

L'Europe doit réduire ses émissions de 60% d'ici 2040, avec un pic d'émissions dès 2020, dans une grande accélération des politiques actuelles. Pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique et la perte du vivant, pour sortir définitivement du nucléaire et du charbon entre 2030 et 2050, nous avons besoin d'argent. Nous proposons de relever le budget de l'Union européenne à 5% de son PIB et d'en consacrer au moins 50% au climat. **Avec la Banque européenne du climat et de biodiversité, nous lancerons un grand plan d'investissement de 100 milliards d'euros par an** pour la sobriété, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la mobilité durable.

UN BOUCLIER ÉCOLOGIQUE ET SOCIAL

La nouvelle politique énergétique européenne s'appuiera sur un **fonds social pour la transition écologique** et une **assurance transition**, visant à accompagner les régions et les travailleurs.euses des secteurs économiques les plus dépendants des énergies fossiles et toxiques vers une économie verte créatrice d'emplois. Afin de protéger la santé de chacun.e sur son lieu de vie et de travail, une sécurité socio-environnementale sera créée, abondée par **une taxation environnementale et transfrontière** : des GAFAM aux pollutions générées par le kérosène des avions, les camions ou les paquebots à l'intérieur de l'UE. Nous engagerons ainsi une nouvelle révolution fiscale : celle qui fera vraiment payer les pollueurs.

RÉPARER LES TERRITOIRES

Cette politique d'investissement massif reposera sur l'égalité entre les territoires et leur revalorisation : pour sortir de la dépendance au tout-voiture, **un Plan ferroviaire européen** misant sur les petites lignes et les trains de nuit sera mis en œuvre. Pour les zones industrielles et agricoles sinistrées par les produits fossiles et chimiques, un fonds européen de dépollution des zones polluées et une obligation européenne de dépollution viendront réparer les territoires. Pour éviter les grands projets désastreux aussi bien en termes démocratiques qu'écologiques, les citoyen.ne.s participeront à l'allocation des fonds européens de ce plan d'investissement et représenteront son véritable bouclier démocratique.

UNE EUROPE ZÉRO PLASTIQUE

Sortir de notre dépendance au pétrole, c'est aussi en finir avec la société du plastique et de sa pollution nocive pour l'environnement et la santé de nos enfants. Nous voulons mettre en place un **plan de lutte contre l'obsolescence programmée** en investissant dans la prévention, la réparation et le réemploi. Les dispositifs bonus-malus pour les produits jetables seront généralisés au même titre que l'extension de garantie sur les produits.

UN PLAN ANTI-TRUSTS CONTRE LES POLLUEURS

Dans le secteur privé, la concentration du pouvoir économique et financier entre les mains de quelques-uns a engendré une perversion du système économique, le renchérissement des produits, l'usage de produits toxiques, des fraudes accrues et a renforcé le poids des lobbies. Nous proposons **un plan anti-trusts contre les pollueurs.**

“ Ensemble, nous pouvons faire de l'Europe le leader mondial de la transition écologique. ”

3

METTRE LES PARADIS FISCAUX HORS DE L'EUROPE ET GARANTIR LE DROIT A L'EURO POUR REMETTRE LA FINANCE A SA PLACE

La présence de paradis fiscaux au cœur de l'Europe est un outil de démolition de l'Europe. L'évasion atteint 1 000 milliards d'euros par an, tandis que l'exploitation illicite des ressources naturelles est devenue la première manne de financement des groupes armés. Puisque les États qui pratiquent encore l'opacité fiscale sont aussi ceux qui bloquent les politiques européennes permettant de s'y confronter, nous **souhaitons engager la sortie des paradis fiscaux de l'Union** : les États qui contreviennent à l'intérêt général ne peuvent plus continuer à altérer le projet européen.

L'Europe est l'otage de la finance. Les politiques néolibérales qui s'y déploient depuis trop longtemps font la part belle à la dérégulation de l'économie, déconstruisent le lien social, et obèrent les capacités à mener une politique de réduction des inégalités, qui ne cessent de s'accroître.

La justice sociale est un enjeu de salubrité publique, et la justice fiscale en est un instrument majeur. **D'un côté, on tolère le dumping fiscal, qui introduit de fait une distorsion de concurrence entre les États, de l'autre, on veut obliger les États à suivre des règles comptables figées, dépassées et impropres à prendre en compte les enjeux écologiques auxquels nous sommes confronté.e.s. Tout ceci doit changer.**

REMETTRE LA FINANCE À SA PLACE

Nous voulons sortir de la règle de l'unanimité pour harmoniser les politiques fiscales européennes. Nous voulons des coopérations renforcées et des initiatives inter-territoriales et inter-régionales afin d'aller plus loin lorsque les majorités manquent. Nous voulons interdire l'accès aux marchés publics et financiers européens aux opérateurs disposant d'activités dans les paradis fiscaux. Avec **une taxe sur les transactions financières**, jusqu'à 190 milliards d'euros pourraient nourrir les politiques sociales et écologiques de l'UE, **sans taxer les ménages**. Nous mettrons en place cette nécessaire taxe que le manque de volonté politique et les lobbies bancaires bloquent.

INSTAURER LE DROIT À L'EURO

Les choix non démocratiques de la BCE sont aujourd'hui la source de tensions majeures dans l'Union. La Grèce en fut l'une des premières victimes. Le chantage à l'euro doit cesser. **Nous voulons réformer la BCE pour garantir un droit à l'euro** aux citoyen.ne.s européen.ne.s. Elle doit être démocratisée dans sa composition comme dans le choix de ses orientations économiques. L'ensemble de sa politique doit être dédiée à la protection du climat et du respect des limites planétaires et non plus au diktat de la non-inflation. Elle doit pouvoir racheter, restructurer et effacer les dettes publiques tout en visant une convergence macro-économique.

ENCADRER LE SECTEUR BANCAIRE

Nous voulons réformer le secteur bancaire, **afin que les profits puissent être mis à disposition des citoyen.ne.s**. Pour cela, nous voulons finaliser l'Union bancaire, en garantissant la séparation des banques de dépôt et de crédit. Nous souhaitons interdire la titrisation des crédits bancaires, les marchés de gré à gré, le trading à haute fréquence et les opérations bancaires nourrissant la destruction de la planète. Nous souhaitons aussi taxer et limiter la rémunération des actionnaires et des spéculateurs.

JUSTICE SOCIALE, JUSTICE FISCALE

Remettre la finance à sa place, c'est aussi garantir que l'harmonisation fiscale se fera au bénéfice des moins riches et permettra de réduire les inégalités tout en redynamisant l'économie réelle. Nous souhaitons un **plan européen de lutte contre la pauvreté**, qui garantira à chacun.e un revenu minimum décent, de la naissance à la fin de vie, et dont le financement serait permis par la taxation des patrimoines, des actionnaires et de la spéculation bancaire.

“ Ensemble, nous pouvons remettre la finance à sa place. ”

4

UNE AGRICULTURE 100% BIO POUR DÉFENDRE LES TERROIRS ET PROTÉGER LA QUALITÉ DE NOTRE ALIMENTATION

La question de l'alimentation est en enjeu sanitaire majeur pour nos sociétés. Mais c'est aussi un enjeu social et écologique déterminant. **Il nous faut repenser l'ensemble de la chaîne de production jusqu'au modèle agricole en tant que tel.** Les ravages de l'industrialisation, le désespoir d'un monde paysan laissé à l'abandon, la surproduction et le chantage à la vie chère doivent cesser.

UNE ALIMENTATION SAINES POUR TOU.TE.S

Engrais, pesticides, élevage intensif, monocultures, dégradation des eaux et des sols, perte de biodiversité, désertification, risques sanitaires... Nous voulons une **politique alimentaire et agricole commune**, qui s'appuie sur des objectifs nouveaux. Les citoyen.ne.s ont le droit d'être traité.e.s convenablement et que soit respectée la possibilité pour chacun.e de se nourrir dignement avec des aliments sains.

UNE EUROPE 100% BIO ET LOCALE

Nous défendons une agriculture de qualité, respectueuse des territoires et des animaux, des produits locaux, saisonniers, de qualité et accessibles, une Union européenne qui s'appuie sur ses régions pour viser **une agriculture 100% bio et locale** avec une première échéance à 30% en 2025, **l'interdiction des pesticides et de tous les OGM.**

Nous voulons favoriser l'alimentation locale, avec la généralisation des plans alimentaires territoriaux, des **journées européennes végétariennes et bio dans les cantines scolaires et la restauration collective**, le retrait des aides de la PAC en cas d'exportation et l'instauration d'un conditionnement des aides à un critère territorial pour relocaliser l'agriculture.

PLUS D'EMPLOIS, MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nous voulons **la juste rémunération des agriculteurs.trices, des paysan.ne.s**, avec une aide plancher revalorisée (triple des aides aux 52 premiers hectares, doublé d'un bonus indexé sur les emplois créés) et un plafond de versement pour les grosses exploitations.

Nous voulons une agriculture paysanne, dans laquelle les premier.e.s concerné.e.s participent aux comités régionaux des fonds PAAC européens.

Nous voulons une agriculture du vivant, qui encourage l'agroforesterie, favorise les protéines végétales et tourne le dos à l'exploitation animale avec une sortie progressive des fonds des exploitations ayant des pratiques de maltraitance (castration sans étourdissement, élevage de poules en cage, broyage des poussins...).

Nous voulons l'interdiction des fermes-usines et la fin des grands centres commerciaux qui consomment les terres et épuisent l'économie locale.

“ Ensemble, nous pouvons réformer la PAC et sortir de la folie actuelle du gaspillage, de la malbouffe et de la détresse des paysans. ”

5

EN FINIR AVEC LE POUVOIR DESTRUCTEUR DES LOBBIES ET DES TECHNOCRATES POUR RENDRE L'EUROPE AUX CITOYENNES ET AUX ET CITOYENS

L'Europe ne doit pas se construire contre les citoyen.ne.s mais au contraire devenir une Europe de la proximité. **Nous voulons une Europe des territoires**, une Europe qui les associe aux décisions, qui respecte leurs identités et les protège des changements climatiques, une Europe qui donne toute sa place aux îles et aux territoires ultramarins. Une Europe qui ne traite pas moins bien les zones dites périphériques que le continent, y interdit les mêmes pratiques destructrices et garantit le droit des zones dites périphériques à un commerce régional.

UNE CONSTITUANTE EUROPÉENNE

L'Europe n'appartient pas aux technocrates. La question démocratique est première si on veut sauver l'Europe : **nous proposons une Constituante européenne pour redistribuer les pouvoirs en Europe et renforcer le pouvoir des citoyen.ne.s.** L'Union ne peut pas se contenter de se construire à travers le marché unique. Nous voulons une Constitution européenne qui défende et élargisse les droits des femmes, des minorités, des jeunes avec **un droit de vote à 16 ans**, des réfugié.e.s, des territoires. Cette nouvelle Constitution garantira les libertés fondamentales, l'État de droit et la liberté de la presse. Elle défendra la dignité des personnes déplacées, quel que soit le motif de leur migration : que l'on soit migrant.e économique, demandeur.euse d'asile politique ou réfugié.e climatique, la démocratie impose le respect des droits humains.

Élaborée d'ici 2024 avec la participation des citoyen.ne.s européen.ne.s, elle visera à consolider la séparation des pouvoirs, renforcer le pouvoir du Parlement représentant les résident.e.s européen.ne.s et adopter comme fondements un socle de droits civiques, sociaux et environnementaux.

UNE HAUTE AUTORITÉ DE LA TRANSPARENCE

Conflits d'intérêts, opacité, pantouflage, trafic d'influence... L'accès à l'information et la prise de décision sont sévèrement menacés par les lobbies de même que la protection de celles et ceux qui agissent dans l'intérêt général en révélant fraudes, malversations et crimes. Nous proposons de créer **une Haute Autorité européenne de la Transparence** garantissant l'indépendance des institutions, des agents publics et des élu.e.s vis-à-vis des intérêts privés et l'accès du public aux documents. Il est nécessaire d'**abroger la directive sur le secret des affaires** et d'adopter une **protection européenne des lanceurs.euses d'alerte et des associations œuvrant pour l'intérêt général.**

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

La corruption coûte chaque année entre 179 et 990 milliards d'euros à l'UE, soit 6,3% du PIB des 28 États-membres. Nous proposons de mettre en place des mesures de transparence sur l'utilisation des fonds de l'Union. Lutter contre la corruption nécessite entre autres d'accroître les compétences du Procureur européen, récemment créé, et de renforcer plus généralement le contrôle judiciaire sur l'attribution

des marchés publics. Les États-membres poursuivis pour non-respect de l'État de droit verront leurs fonds suspendus. Ces derniers seront redirigés directement vers les associations et structures œuvrant pour l'intérêt général et la démocratie.

ACTION DE GROUPE ET RIC EUROPÉEN

Pour contrer la confiscation du pouvoir par certains groupes d'intérêts et le rendre aux citoyen.ne.s européen.ne.s, nous proposons d'instituer **des référendums européens, thématiques, contraignants, d'initiative citoyenne ou parlementaire.** Le suivi des initiatives citoyennes européennes sera rendu obligatoire.

Face aux multiples scandales et aux abus des groupes d'intérêts privés, nous voulons **permettre les actions de groupe au niveau européen**, ouvertes aux atteintes à l'environnement, à la consommation, à la santé et aux discriminations. Les contrôles publics seront renforcés, pour les productions au sein de nos frontières comme pour nos importations.

“ Ensemble, nous pouvons donner un nouveau souffle à l'idée européenne. ”



**CONTRE LA BARBARIE
QUI VIENT, CHOISSISSONS
L'ÉCOLOGIE**

TOUT DOIT CHANGER

L'histoire nous mord la nuque. L'humanité est en péril : les forces de destruction s'organisent, se coalisent, gagnent en vigueur et en influence. L'effondrement de nos sociétés va de concert avec l'effondrement de la planète. Il nous faut engager la lutte contre la barbarie. C'est un enjeu de civilisation. Nous devons remettre nos sociétés dans le bon sens, en redéfinissant des priorités qui construisent un meilleur avenir. La planète est en danger : des espèces disparaissent, les écosystèmes souffrent, les ressources s'épuisent. Nous devons défendre le vivant et les communs : la nature sous toutes ses formes, l'air, l'eau et la terre qui nous nourrit, les animaux qui sont exploités et maltraités pour une économie de surconsommation. La condition humaine n'est pas de détruire la vie sur Terre mais de la préserver. Le propre de notre espèce n'est pas la domination mais la coopération, c'est ainsi que nous survivons depuis toujours. Et la dégradation environnementale, qui se nourrit des inégalités et de l'accaparement des terres, ressources et richesses, renforce les injustices sociales et pèse d'abord sur les plus fragiles.

À l'heure où certains imaginent que ce sont les machines qui nous sauveront, que les algorithmes ou le transhumanisme nous remplaceront, ou que la conquête spatiale résoudra nos problèmes, nous disons que notre destin est humain et terrestre. Nous habitons cette planète et nous n'en avons pas d'autre. Alors, construire un monde vivable pour toutes et tous, c'est la grande question de notre temps...

L'Europe ne peut pas se résumer à un grand marché où la loi de l'argent régnerait en maîtresse de toute chose. Les libéraux ont voulu faire de l'économie la clef de toute chose, du profit la mesure de toute réussite et de la croissance le passeport de tout avenir. Sur tous ces points, ils ont eu tort et nous payons durement le prix de leur échec. Un capitalisme barbare détruit la nature et humilie des millions d'êtres humains. L'Europe actuelle n'a plus de sens : le nouveau modèle européen doit conjuguer préservation des écosystèmes, défense des droits sociaux et démocratie.

Hier, l'Europe s'est bâtie autour du charbon et de l'acier. Construisons-la aujourd'hui autour de l'objectif de sortir du carbone et du nucléaire et d'investir massivement dans la transition écologique. Hier, au sortir d'une guerre qui a tant et tant blessé nos peuples, l'Europe avait à gérer la question des déplacé.e.s de l'intérieur. Grâce à une politique d'asile réformée et unifiée, construisons une Europe capable d'assumer la question de l'accueil des hommes et des femmes que le fracas du monde a jeté.e.s sur les routes au péril de leur vie, une Europe capable de continuer à assurer la paix sur le continent. Notre Europe n'est pas aveugle sur les blessures du monde et les périls qui grandissent... L'Europe doit tourner le dos aux industries barbares, comme les robots tueurs. L'Europe doit également engager le processus permettant d'adopter un Traité de non-prolifération des énergies fossiles.

Construisons une Europe ouverte sur le monde, Une Europe des communs, c'est-à-dire une Europe qui pense, parle et agit pour l'intérêt général de la planète, en ayant tiré les leçons de son histoire. Non pas une Europe qui vise à redevenir un empire mais une Europe qui tisse entre les peuples les conditions d'un partenariat équitable. Une Europe qui refuse la marche à la guerre et à la barbarie portée par l'ordre inégal du monde. Une Europe qui cherche le meilleur pour ses citoyennes et ses citoyens et l'offre en partage à l'humanité. Le monde a besoin de l'Europe. Nous sommes et devons demeurer une terre d'espoir. Face aux États-Unis de Trump, face à la Russie de Poutine, au Brésil de Bolsonaro, face à la Chine de Xi Jinping, nous avons besoin de construire une Europe forte, fière de porter un nouveau modèle, son modèle. L'Europe doit absolument s'engager dans la lutte pour sauver le climat. C'est notre devoir et notre responsabilité. Avec la famille verte européenne, nous nous engageons dans cette campagne de l'élection européenne avec une idée simple : **nous voulons sauver l'Europe, pour sauver le climat.**

Notre plan d'action résume les grandes lignes de nos combats en Europe. Ce document est un vade-mecum, un condensé de notre programme qui indique les grandes lignes de notre cohérence politique. Telle ou telle proposition précise ne s'y retrouve pas forcément inscrite mais figure certainement dans le socle programmatique adopté par EELV au terme d'un travail de plus de six mois, au terme d'un processus participatif qui a associé consultation des mouvements sociaux et ONG, travail de nos eurodéputé.e.s, réflexion de fond de nos commissions. Ce plan d'action ne nous appartient pas : il est un outil mis à la disposition de celles et ceux qui veulent construire une autre Europe. Enrichissez-le, discutez-le, critiquez-le, pour que nos combats communs s'en trouvent renforcés.

Ensemble, nous pouvons gagner.



LISTE DES ÉCOLOGISTES MENÉE PAR YANNICK JADOT

pourleclimat.eu